

NOUVEAU-BRUNSWICK

L'heure est à la diversification

Le gouvernement veut la prospérité de toutes les régions



Pierre Thérault

pierre.therault@transcontinental.ca

Bien sûr, il y a la pêche, la forêt et l'industrie de la pomme de terre qui procurent des dizaines de milliers d'emplois et injectent des milliards de dollars dans l'économie du Nouveau-Brunswick.

D'une économie qui repose surtout sur l'exploitation des ressources, cette province atlantique vise une plus grande diversification de ses activités pour paver la voie *Vers un meilleur avenir*, comme le propose le plan du gouvernement de Bernard Lord. Il prévoit différentes mesures sur 10 ans pour stimuler et diversifier l'économie de sa province. « Il faut rendre l'économie du Nouveau-Brunswick plus diversifiée et concurrentielle », explique le premier ministre.

« Il est rare qu'un gouvernement provincial, élu pour une période de quatre ans, se donne une telle vision à long terme du développement économique. Il faut s'en réjouir », souligne Paul Aucoin, directeur général du Conseil économique du Nouveau-Brunswick.

Développement régional

M. Aucoin retient particulièrement le désir du gouvernement d'assurer la prospérité de toutes

les régions de la province, car, comme le disait M. Lord dans un entretien récent avec LES AFFAIRES, « le Nouveau-Brunswick sera fort lorsque toutes les régions seront fortes ».

La région du Nord-Est est particulièrement visées. Le taux de chômage, même s'il a diminué de 25 % à 17 % ces dernières années, demeure élevé.

Pour remédier à la situation difficile dans le secteur de la péninsule acadienne, le gouvernement a approuvé, en 1999, la création d'un fonds de 25 M\$ sur 5 ans dédié au développement économique de cette région. Il appuie notamment des initiatives de diversification économique.

Certaines régions doivent composer avec un obstacle majeur : l'exode des jeunes.

« La pêche aura toujours un rôle important dans la région de la péninsule. Mais il ne faut pas croire que cette activité sera suffisante pour soutenir le développement et le potentiel de la région », dit M. Lord.

Des fonds identiques ont aussi été mis sur pied pour appuyer le développement dans les régions de Restigouche-Chaleur et de Miramichi.

« L'innovation doit aussi toucher les régions rurales, de même que les secteurs traditionnels », croit Brian R. Dick, vice-président pour le Nouveau-Brunswick de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

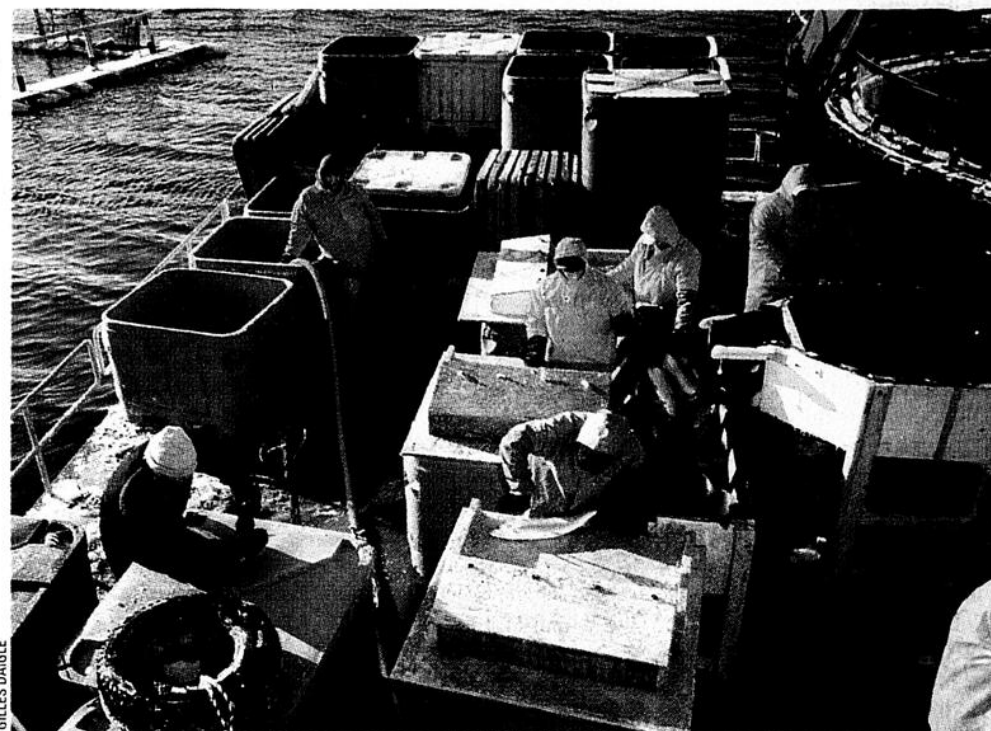
À cet égard, l'essor ces dernières années de l'aquaculture, dominée par l'élevage du saumon dans la baie de Fundy, s'avère un exemple. « Le développement de cette industrie a transformé l'économie de la région du Sud-Ouest qui, à l'exemple du Nord-Est, éprouvait des difficultés », souligne M. Dick.

Certaines régions doivent toutefois composer avec un obstacle important : l'exode des jeunes vers les grands centres urbains, parfois à l'extérieur de la province. Diverses mesures ont été lancées pour arrêter la saignée, notamment une campagne de rapatriement des Néo-Brunswickois à laquelle s'est associé le premier ministre.

Des entrepreneurs ingénieurs

Dans la péninsule acadienne et dans d'autres régions de la province qui dépendent de secteurs d'activité traditionnelle des entrepreneurs émergent.

« On voit de plus en plus de gens ingénieurs qui se lancent dans les affaires et connaissent du succès même à l'échelle internationale », note Roger Robichaud, directeur exécutif



L'essor de l'aquaculture ces dernières années, dominée par l'élevage du saumon dans la baie de Fundy, s'avère un exemple d'innovation dans les régions rurales.

de l'Agence de développement économique communautaire Entreprise Péninsule.

L'entreprise Ovatek, de Bas-Caraquet, s'est taillée une place en tant qu'unique producteur à l'échelle mondiale de radeaux de sauvetage en haute mer. Ses modèles, rigides et en forme d'oeuf, sont exportés aux États-Unis et ils pourraient se retrouver sous peu sur l'autre rive de l'Atlantique.

Dans le petit village de Meductic est établi l'un des plus importants fabricants de cymbales au monde, Sabian, dont les produits sont distribués dans plus de 120 pays. L'entreprise doit 90 % de ses revenus à l'exportation.

Ces exemples apportent de l'eau au moulin du plan de pro-

spérité du gouvernement qui vise aussi la diversification des exportations. L'objectif est d'accroître la valeur des exportations non basées sur les ressources de 29 à 40 % des exportations totales. Le pétrole, le papier, le bois et le poisson accaparent une part importante des exportations.

Les grands centres urbains font aussi leur part. Dans la grande région de Fredericton, le récent plan triennal de développement économique a notamment visé les industries du savoir, des sciences de la vie et de l'aérospatiale.

La région du Grand Moncton compte créer 7 000 emplois d'ici 2009 en continuant de diversifier ses activités économiques. Elle vise notamment

les industries liées aux secteurs des technologies de l'information et de l'aérospatiale.

« Notre économie s'est diversifiée et, contrairement à la croyance populaire, elle ne dépend pas uniquement de l'implantation de centres d'appels. Le secteur manufacturier s'est aussi fortement développé », affirme Germaine Cormier, adjointe de direction à l'Agence de développement économique communautaire Entreprise Grand Moncton.

Ces dernières années, une douzaine d'entreprises ont établi des centres d'appels au Nouveau-Brunswick. La province continue à en attirer d'autres, qui commencent même à s'implanter ailleurs que dans les grands centres urbains. ■

SPIELO®

Une Filiale GTECH®

www.gtech.com

Spielo®, une entreprise de classe mondiale qui célèbre ses 10 années d'activité croissante au Québec et bientôt 15 ans au Nouveau-Brunswick.

Spielo®, une équipe dynamique qui place vraiment le client au centre de ses intérêts.

Spielo®, toujours parmi les 50 entreprises les mieux gérées au Canada.



Le province voisine a su attirer des touristes québécois

Pierre Thérault

pierre.therault@transcontinental.ca

Qui n'a pas entendu parler des plages du Nouveau-Brunswick, avec l'eau salée la plus chaude au nord de la Virginie ?

Au cours des dernières années, la province voisine a intensifié ses efforts afin de faire valoir ses attraits touristiques auprès de la population québécoise. Sur le thème *Des plages d'eau chaude dans une mer d'activités*, des campagnes publicitaires humoristiques ont séduit un nombre grandissant de vacanciers d'ici partis s'y baigner et déguster du homard.

La stratégie a porté fruit : en 2002, plus de 440 000 Québécois ont visité le Nouveau-Brunswick, une augmentation de 50 % comparativement aux 293 000 en 2001. Les Québécois comptaient alors pour 22 % des quelque 2 M de visiteurs que le Nouveau-Brunswick avait accueillis cette année-là, contribuant ainsi à un sommet pour l'industrie touristique. L'an dernier, les visiteurs québécois ont toutefois diminué à environ 335 000, ce qui représentait 18 % des 1,86 M de touristes.

« Nos campagnes de marketing qui visaient le Québec ont connu un grand succès », affirme Joan MacAlpine, ministre du Tourisme et des Parcs du Nouveau-Brunswick.

Malheureusement, ajoute-t-elle, les récentes campagnes de **Tourisme Québec** visant à inciter la population à visiter le Québec « ont été un peu trop efficaces », dit-elle, avec une pointe d'humour.

Ce qui n'empêchera pas les deux organisations de travailler ensemble en vue de promouvoir la région de la baie des Chaleurs, qui baigne à la fois le littoral gaspésien et du Nord-Est du Nouveau-Brunswick. À cet égard, les deux gouvernements prévoient injecter 300 000 \$ à parts égales pendant trois ans pour la promotion et l'organisation de forfaits.

Le 400^e de l'Acadie

Outre ses plages et ses fruits de mer, le Nouveau-Brunswick compte d'autres attractions incontournables : entre autres, le *Village historique acadien* et le *Pays de la Sagouine*, les *Rochers de Hopewell* et ses célèbres marées ou la baie de

Fundy et son parc national.

Par ailleurs, le *Festival acadien de Caraquet* et le *Festival sur mer de Saint-John* ont récemment été sélectionnés dans le *Top 100* des manifestations culturelles à visiter en Amérique du Nord en 2005, selon l'*American Bus Association*.

En 2004, se sont ajoutées les célébrations du 400^e anniversaire de l'Acadie. « Il est encore trop tôt pour en faire le bilan, mais les activités ont rassemblé un nombre important de participants », dit Chantal Abord-Hugon, coordonnatrice du Comité atlantique du 400^e anniversaire de l'Acadie.

En fait, les retombées économiques de cet événement ont peut-être été senties davantage en Nouvelle-Écosse. En effet, les célébrations du 400^e culminaient avec le 3^e Congrès mondial acadien qui se déroulait du 31 juillet au 15 août dans cette autre province atlantique.

« Beaucoup de gens se sont rendus à Halifax, mais plusieurs ont séjourné dans la région de la péninsule acadienne », affirme Roger Robichaud, directeur de l'Agence de développement



Le Pays de la Sagouine, c'est un petit village acadien où règnent légendes, musique et théâtre.

économique communautaire Entreprise Péninsule.

Cette région, en particulier le secteur de Tracadie-Sheila, a aussi largement profité de l'ouragan Wilfred Le Bouthillier. Depuis sa victoire à l'émission *Star Académie*, le bateau de pêche et la maison familiale du chanteur ont attiré des milliers de touristes.

« L'effet Wilfred se fait grandement sentir. En 2004, beaucoup de touristes ont fait le détour simplement par curiosité,

puis ont découvert le potentiel de la région et sont revenus cette année », ajoute M. Robichaud.

De revenus de 1 G\$

En 2003, les revenus de l'industrie touristique ont atteint 1,1 milliard de dollars (G\$), en légère baisse par rapport à 1,2 G\$ généré pendant l'année record de 2002. Près de la moitié des visiteurs provenaient, à parts égales, de l'Ontario et des États-Unis, 18 % du Québec et quelque 5 % d'outre-mer.

Si les campagnes pour attirer les visiteurs du reste du Canada et des États-Unis se poursuivront, le ministère du Tourisme et des Parcs entend s'intéresser encore plus à la clientèle européenne, en particulier de la France et de l'Allemagne.

« Les célébrations du 400^e ont constitué un vitrine de choix, surtout pour rayonner davantage auprès des Français », dit M^{me} MacAlpine.

Le rétablissement par Corsair d'un vol direct cet été entre Paris et Moncton, abandonné après la faillite de Canada 3000 il y a quatre ans, devrait aider.

« Les résultats semblent probants. La direction de Corsair nous a dit avoir dépassé ses attentes et qu'elle pense offrir à nouveau cette liaison l'an prochain », enchaîne la ministre.

Par ailleurs, un vol Moncton-Hanovre est aussi disponible une fois par semaine. Pourquoi cibler l'Allemagne plutôt que l'Angleterre ? « Il y a un beaucoup d'Allemands d'origine au Nouveau-Brunswick, ce qui attire déjà un nombre important de touristes », explique M^{me} MacAlpine. ■



CONSEIL ÉCONOMIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK INC.

Mission

Rassembler et mobiliser la communauté d'affaires francophone du N.-B. pour promouvoir son développement et sa compétitivité.

Vision

Chef de file de la communauté d'affaires francophone du Nouveau-Brunswick

Le CENB est fier de son partenariat avec la Fondation de l'entrepreneurship du Québec pour l'organisation d'un premier forum sur le développement économique et l'entrepreneurship.

RENDEZ-VOUS ACADIE-QUÉBEC

Printemps 2005

Edmundston, N.-B.

www.cenb.com cenb@cenb.com 506-857-3143 1-800-561-4446

À lire dans l'édition de novembre de
commerce



LA

CHINE

Miracle... ou mirage

3 journalistes, 13 villes, 10 semaines

Plus : nos journalistes sur
www.lesaffaires.com dès novembre

En partenariat avec :

Financière
Sun Life

AIR CANADA

Développement
économique
et régional
et Recherche

Québec

Bernard Lord mise sur l'innovation

Son gouvernement a adopté un ambitieux plan de prospérité

Pierre Thérault

pierre.therault@transcontinental.ca

Le premier ministre **Bernard Lord** aime se donner des défis.

Au cours de la campagne électorale de 1999, il s'était engagé à réaliser 20 promesses électorales durant ses 200 premiers jours à la tête du gouvernement. Chose promise, chose due, notamment l'élimination des péages sur l'autoroute entre Moncton et Fredericton, la relance de la péninsule acadienne – un fonds de 25 M\$ a même été octroyé – ou encore l'augmentation du salaire minimum de 0,25 \$ l'heure.

En 2002, il lançait un vaste plan de prospérité de 10 ans aux objectifs ambitieux visant à rendre l'économie plus compétitive, innovatrice, diversifiée et productive.

« La boutade classique est qu'on réussit soit grâce à son pétrole, soit grâce à ses idées. Nous avons donc choisi d'investir dans les gens et l'innovation », a expliqué M. Lord, au cours d'une entrevue avec LES AFFAIRES.

Il cite des études selon lesquelles plus de 80 % des emplois créés dans le monde au cours des prochaines années exigeront au moins deux années d'études ou de formation postsecondaires.

« Il faut accroître les niveaux de compétence de la main-d'œuvre », souligne-t-il. Concrètement, le gouvernement a notamment augmenté les budgets de l'éducation et du financement aux universités.

Autre stratégie : rapatrier un grand nombre de jeunes qui, ces dernières années, sont partis étudier et travailler à l'extérieur de la province. Le premier ministre s'est lui-même rendu dans les grandes villes du Canada, l'hiver dernier, pour inviter les néo-brunswickois d'origine à « revenir y poursuivre des carrières intéressantes ».

Soutenir l'innovation

L'innovation est aussi au cœur de ce plan d'avenir. D'ici 2012, le Nouveau-Brunswick espère faire partie des quatre provinces qui dépensent le plus, par habitant, en R-D. Elle se classe

actuellement au neuvième rang.

« Il faut créer une culture d'innovation. La personne qui travaille soit dans une scierie, soit à développer des logiciels, soit dans les soins de santé, doit penser à de nouvelles façons de faire », dit M. Lord, soulignant que l'innovation ne concerne pas uniquement les secteurs de la nouvelle économie.

Le gouvernement a injecté 20 M\$ dans le *Fonds d'innovation du Nouveau-Brunswick* pour soutenir la conception et la commercialisation de produits technologiques.

Par ailleurs, comme bien d'autres provinces, le Nouveau-Brunswick dit ne pas recevoir sa juste part des fonds fédéraux consacrés à la R-D : la province en reçoit 0,4 % alors qu'elle représente 2,4 % de la population canadienne. Elle espère hausser sa part.

M. Lord admet que le Nouveau-Brunswick n'avait peut-être pas les infrastructures nécessaires pour profiter davantage des fonds fédéraux. La récente mise sur pied de

l'Institut de recherche sur les zones côtières, au campus de Shippagan de l'Université de Moncton, et de l'Institut de technologie de l'information-Affaires électroniques, du Conseil national de recherche Canada, aidera à corriger la situation.

Des allègements fiscaux

Les objectifs de prospérité du Nouveau-Brunswick passent aussi par la création d'un contexte fiscal et commercial compétitif. Au programme : allègement de l'impôt des particuliers et des entreprises.

Depuis le 1^{er} juillet, le taux d'impôt provincial sur le revenu des corporations applicable à la petite entreprise est passé de 3 à 2,5 %, devenant ainsi le plus bas au pays. Du même coup, le plafond d'admissibilité à ce taux est passé de 400 000 à 425 000 \$. D'ici 2007, le gouvernement veut abaisser ce taux d'impôt à 1 % et hausser le plafond à 500 000 \$, comparative-ment à 6 % et 200 000 \$ en 1999.

Le taux général d'impôt sur le revenu des sociétés a

PLAN DE PROSPÉRITÉ 2002-2012

- > Augmenter le PIB réel par habitant de 10 points de pourcentage afin d'atteindre ou de dépasser 85 % de la moyenne canadienne.
- > Augmenter le ratio d'emploi par rapport à la population en âge de travailler de cinq points de pourcentage afin d'atteindre ou de dépasser 95 % de la moyenne canadienne.
- > Augmenter le ratio de revenu personnel réel par habitant de sept points de pourcentage afin d'atteindre ou de dépasser 93 % de la moyenne canadienne.
- > Faire partie des quatre provinces qui dépensent le plus en recherche et développement. Le Nouveau-Brunswick est actuellement au neuvième rang.
- > Augmenter la productivité au travail de 10 points de pourcentage afin d'atteindre ou de dépasser 90 % de la moyenne canadienne.
- > Augmenter le pourcentage de sociétés exportatrices de 45 % à 55 % et la valeur de ses exportations non basées sur les ressources de 29 % à 40 % des exportations totales.

aussi été réduit à 16 %. De telles mesures « vont contribuer à attirer des entreprises, des investissements, et créer des emplois », dit M. Lord.

Enfin, comme d'autres provinces canadiennes, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a renversé la tendance en maintenant des budgets équilibrés ces dernières années.

Le contrôle financier prudent de la province a d'ailleurs ame-

né **Moody's**, en juin dernier, à relever la cote de solvabilité de la province de A1 à AA3. Celle-ci n'avait pas été améliorée par cette agence d'évaluation de crédit depuis 1986. Le premier ministre s'en réjouit puisque, outre la possibilité de meilleurs taux d'emprunt, cette décision « vient appuyer nos efforts sur le plan financier et amènera une plus grande confiance des investisseurs ». ■



FREDERICTON
Capitale du Nouveau-Brunswick, Canada

Le premier réseau Wi-Fi municipal
sans fil gratuit au Canada
Fred-eZone



Centre pour l'enseignement supérieur



Infrastructure de niveau mondial



Centre de recherche et de développement



Loisirs



Culture



Team/Équipe
Fredericton

Making Connections/Faires des connexions

www.teamfredericton.com

1 877 460-8326

FREDERICTON
CHAMBER
OF
COMMERCE

Taking Care of Business

www.frederictonchamber.ca

(506) 458-8006

DOWNTOWN
FREDERICTON

www.downtownfredericton.ca

(506) 458-8922

« Accès à 100 millions de consommateurs
situés à une distance de route de
8 heures ou moins! »



L'industrie forestière déplore la fermeture d'une papetière

Le gouvernement et l'industrie se penchent sur le dossier de l'approvisionnement en bois

Pierre Thérault

pierre.therault@transcontinental.ca

La fermeture, à la mi-septembre, de l'usine de pâtes et papiers **Sainte-Anne-Nackawic**, dans la région de Fredericton, suscite bien des inquiétudes.

Propriété de la société new-yorkaise **Parsons and Whittemore**, la papetière employait quelque 400 personnes et avait une masse salariale annuelle de 40 M\$. Des centaines d'autres emplois de la région étaient aussi liés à cette usine, spécialisée dans la fabrication de papier photographique, qui exportait la majeure partie de sa production au Japon.

« L'économie de la ville et même de la région, qui dépendaient de cette usine, sont aujourd'hui en péril », affirme **Yvon Poitras**, président de l'**Association des produits forestiers du Nouveau-Brunswick**. La petite municipalité compte environ 1 000 habitants.

Le port de Saint-Jean, d'où était expédiée 95 % de la production de l'usine, est aussi très touché par des pertes



Yvon Poitras : « L'économie de la ville et même de la région, qui dépendaient de cette usine, sont en péril. »

de revenus annuels d'environ 1 M\$ et d'une quarantaine d'emplois.

Acheteurs en vue ?

Mince lueur d'espoir : un groupe de travail a été mandaté par le gouvernement du Nouveau-Brunswick afin de trouver un

nouveau propriétaire. M. Poitras dit avoir été en contact avec des dirigeants de trois sociétés, dont une québécoise, qui se sont montrés intéressés.

En 1996, une usine de **Repap** employant 200 personnes à Atholville, dans le Nord du Nouveau-Brunswick, avait fermé ses portes. La société québécoise **Tembec** et une entreprise indienne spécialisée dans le textile s'en étaient portés acquéreurs pour la convertir en une usine de pâte cellulosique.

À partir des fibres du bois, la compagnie **AV Cell** produit cette pâte destinée notamment à la confection de tissu pour les vêtements. L'entreprise, qui emploie plus de 260 personnes, a annoncé en mars des investissements de 25 M\$ pour la modernisation de l'usine.

Depuis un an, l'industrie papetière du Nouveau-Brunswick a perdu quelque 1 000 emplois. Mais, selon M. Poitras, il n'y a pas lieu de craindre d'autres fermetures d'usines. « Il y a un an, la situation était plus inquiétante. Mais, avec

l'amélioration des marchés, je doute qu'il y en ait d'autres », dit-il.

Au Nouveau-Brunswick, 14 communautés dépendent entièrement des opérations forestières pour leur survie.

Pierre angulaire

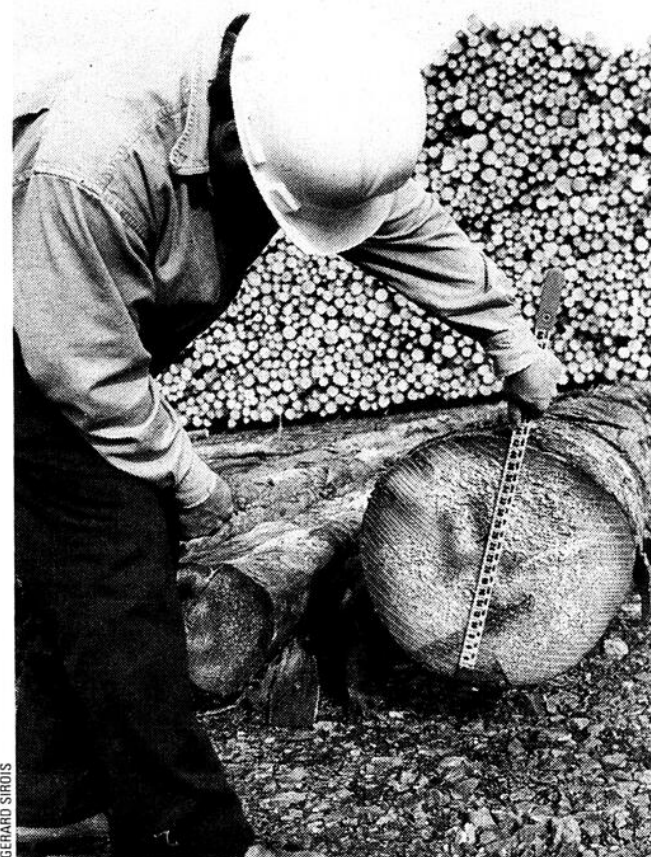
La fermeture de la papetière **Sainte-Anne-Nackawic** a réduit à cinq le nombre des grandes compagnies forestières qui gèrent les 10 zones visées par des permis sur les terres de la couronne. Il s'agit de **UPM Kymmene**, **J.D. Irving**, **Fraser Papers**, **Bowater Maritimes** et **Weyerhaeuser**.

Certaines d'entre elles possèdent aussi des boisés privés qui fournissent environ 20 % de l'approvisionnement en bois, comparativement à environ 43 % pour les terres de la Couronne. Une soixantaine d'autres compagnies plus petites profitent également d'une allocation de bois.

Au cours des 10 dernières années, l'industrie a investi plus de 3,4 milliards de dollars (G\$) pour l'agrandissement et la modernisation des usines.

L'industrie forestière est un pivot important de l'économie du Nouveau-Brunswick. Elle a contribué pour 1,7 milliard de dollars (G\$) à l'économie en 2002. Cela représente environ 9 % du produit intérieur brut (PIB) de la province.

Ce secteur fournit à lui seul 40 % des exportations de la province, soit une valeur



L'industrie forestière est un pivot de l'économie de la province. Elle a contribué pour 1,7 milliard de dollars à l'économie en 2002, soit 9 % du produit intérieur brut de la province.

annuelle supérieure à 2 G\$. Les États-Unis constituent, et de loin, le plus grand marché avec 84 % des exportations des produits forestiers. Les exportations de bois d'œuvre comptent pour environ le quart.

« À cause du niveau de taxation moins élevé, nous avons été beaucoup moins touchés que le Québec par le conflit du

bois d'œuvre », dit M. Poitras.

L'industrie forestière fournit plus de 15 000 emplois directs et quelque 13 000 autres indirects. Le plus grand nombre d'emplois forestiers se trouvent dans les régions à prédominance rurale du nord du Nouveau-Brunswick, dans les comtés de Restigouche (Campbellton) et de Madawaska (Edmunston). ■



BioAtlantech
Nouveau-Brunswick, Canada

*Votre partenaire en sciences de la vie
au Nouveau-Brunswick*

Partenaire de l'industrie des sciences de la vie du Nouveau-Brunswick, BioAtlantech vous ouvre la porte sur le secteur des biosciences du Canada atlantique.

Dans un environnement favorisant l'innovation, le secteur biotechnologique de notre région offre :

- :: des plateformes scientifiques et technologiques solides dans la phytologie et les sciences de la mer, et la transformation des aliments et du bois
- :: un leadership en génomique de la pomme de terre à l'échelle mondiale
- :: la plus importante industrie du saumon dans l'est de l'Amérique du Nord
- :: un leadership international dans la transformation des aliments

Pour en savoir plus, consulter www.bioatlantech.nb.ca

New Brunswick
CANADA

**APPEL DE DÉCLARATIONS
D'INTÉRÊT**



Exploitation et développement par le secteur privé du parc provincial Sugarloaf

Les parties intéressées, communautés, exploitants touristiques et promoteurs sont invités à soumettre une déclaration d'intérêt au plus tard le **novembre 5, 2004** en vue de l'exploitation et du développement complets ou partiels du parc provincial Sugarloaf, situé près de Campbellton, au Nouveau-Brunswick.

Parmi les 12 parcs provinciaux appartenant au ministère du Tourisme et des Parcs, Sugarloaf est le plus grand et celui qui offre le plus grand choix d'activités. Sugarloaf occupe plus de 2800 acres de terres et offre des vues panoramiques spectaculaires de la baie des Chaleurs (reconnue comme une des plus belles baies du monde), du mont Sugarloaf et de la péninsule gaspésienne.

Le ministère du Tourisme et des Parcs entend explorer la possibilité de former avec les intéressés un partenariat à long terme afin d'exploiter et de développer le parc Sugarloaf intégralement ou en partie.

Le cahier des charges et la documentation relative à l'appel d'offres sont disponibles gratuitement en ligne sur le site web du gouvernement provincial (www.gnb.ca) en cliquant sur les mots clés « Sousmissions en ligne ». Le numéro de référence est 4015007.

L'avenir de la région Chaleur passe par la diversification

La fermeture d'une mine exploitée par Noranda entraînera quelque 1 000 mises à pied en 2008

Pierre Thérault

pierre.therault@transcontinental.ca

La fermeture annoncée de la mine *Brunswick* par la société *Noranda*, prévue en 2008, sera vivement ressentie dans la région de Bathurst.

Déjà aux prises avec un taux de chômage variant autour de 15 %, cette zone côtière dont l'activité industrielle repose surtout sur le secteur des mines et de la forêt verra ainsi le plus important employeur mettre fin à ses activités.

Près de 1 000 employés se retrouveront sans emploi, auxquels pourraient s'ajouter quelque 400 autres de la fonderie exploitée par *Noranda* à Belledune. Il faut ajouter qu'un grand nombre de PME manufacturières de la région gravitent autour des activités de cette industrie.

« Nous travaillons depuis quelque temps à diversifier notre économie. Déjà, certaines entreprises ont brisé le lien de dépendance en développant de nouveaux produits et de nouveaux marchés », indique Do-

nald Hammond, directeur exécutif de l'Agence de développement économique communautaire *Entreprise Chaleur*.

Par exemple, *Mandate Erectors & Welding*, qui écoulait auparavant la majeure partie de ses produits en acier chez *Noranda*, exporte aujourd'hui plus de 90 % de sa marchandise en Nouvelle-Angleterre.

Le taux de chômage de cette zone côtière est d'environ 15 %.

Autre exemple de diversification : *ClientLogic*, une filiale d'*Onex Corporation*, a récemment annoncé l'implantation dans la région d'un centre de relations avec la clientèle qui pourrait éventuellement compter jusqu'à 500 employés.

La région mise aussi sur le **Fonds de relance économique Restigouche-Chaleur**. Le gouvernement provincial y a injecté 25 M\$ sur cinq ans, afin justement d'atténuer les

impacts de la fermeture de la mine *Brunswick*. Le Fonds, qui subventionne des projets de démarrage et d'expansion d'entreprises, vise notamment les secteurs des métaux, de l'énergie et du tourisme.

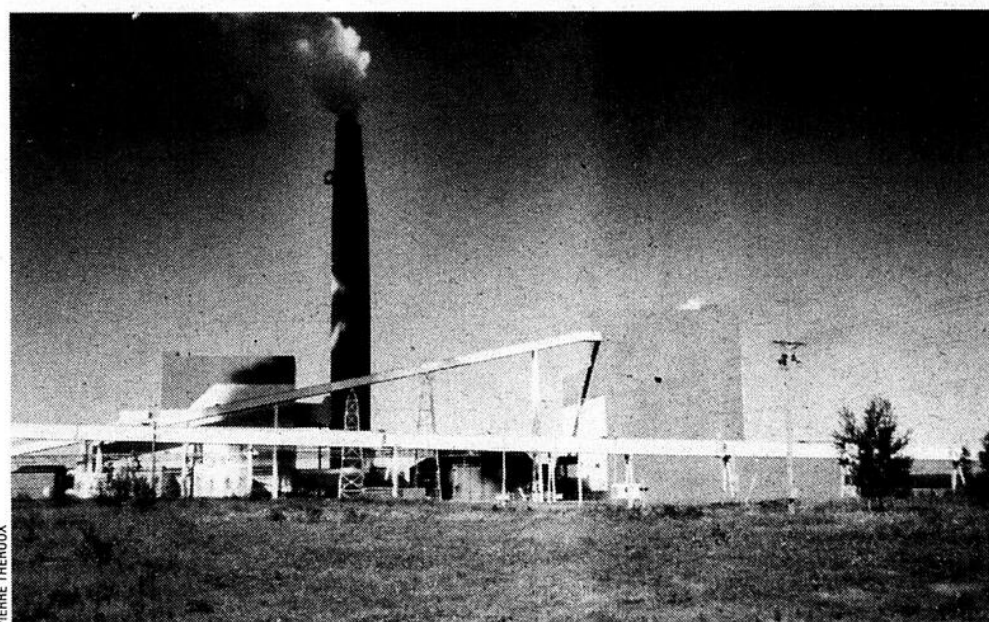
Port de Belledune

Pour les intervenants économiques de la région, le port de Belledune est aussi appelé à jouer un rôle de premier plan pour assurer la relance de cette région de 40 000 habitants.

« Le port est un pivot stratégique sur lequel nous comptons pour attirer des entreprises et créer des emplois », souligne M. Hammond.

La création du *Parc industriel Renviro* à Belledune, qui jouxte le port, est dédié aux technologies environnementales de recyclage. Il suscite de grands espoirs. La seule entreprise à s'y être implantée sème plutôt la controverse.

En effet, le projet d'usine de traitement de sols contaminés de *Bennett Environmental* a entraîné une vive opposition, de la part des environne-



En 1997, Énergie Nouveau-Brunswick avait inauguré cette centrale électrique au charbon de 450 MW à Belledune, la deuxième en importance après la centrale nucléaire de Pointe-LePREAU.

mentalistes notamment.

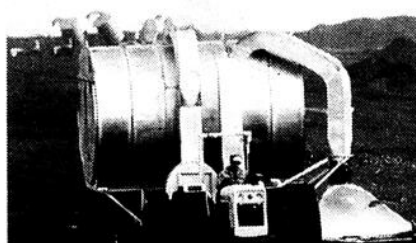
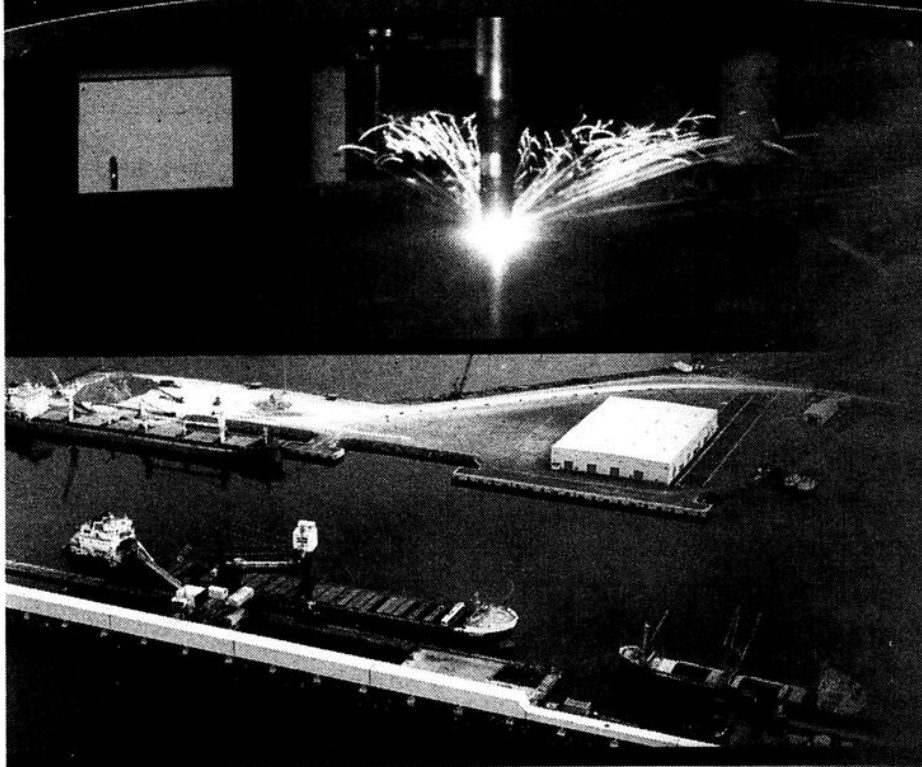
Les installations doivent traiter 100 000 tonnes par an de sols et de matières solides contaminés provenant de projets d'assainissement de sites en Amérique du Nord. Les matières y seront transportées par

camion, par train ou par bateau. La construction de l'usine, dont les coûts sont de 25 M\$, doit être terminée sous peu.

Par ailleurs, la région souhaite toujours la construction d'une deuxième centrale d'énergie, toujours dans le parc industriel

près du port. En 1997, Énergie Nouveau-Brunswick y avait inauguré une centrale électrique alimentée au charbon de 450 mégawatts, la deuxième en importance après la centrale nucléaire de Pointe-LePREAU. ■

Le nord du Nouveau-Brunswick Un endroit où il fait bon vivre et y faire des affaires!



*Vous cherchez à prendre de l'essor?
Choisissez le nord du Nouveau-Brunswick!*

- ≡ Une main d'œuvre de qualité
- ≡ D'excellentes infrastructures
- ≡ Des coûts d'exploitation avantageux
- ≡ Des partenaires pro-actifs

Communiquez avec nous :

Entreprise Chaleur

www.entreprisechaleur.ca
506 547-7445

Entreprise Péninsule

www.ent-peninsule.ca
506 395-2261

Entreprise Restigouche

www.restigouche.ca
506 789-4939



moncton

vous attend!



Ville de Moncton
655, rue Main
Moncton
Nouveau-Brunswick
E1C 1E8

info@moncton.ca
www.moncton.ca

Moncton est une ville en perpétuelle expansion. Grâce à une économie diversifiée, une vie culturelle dynamique, et une qualité de vie hors pair, les occasions d'investissement y sont nombreuses et variées. **À Moncton, la francophonie est au rendez-vous** : un tiers de la population est francophone; nous avons reçu le **Prix Montfort** de l'année 2003 pour notre déclaration faisant de Moncton la première grande ville canadienne officiellement bilingue; **l'Université de Moncton** dessert les Acadiens et Acadiennes, ainsi que des francophones de partout dans le monde; de nombreuses institutions acadiennes font partie intégrante de l'économie de la région; nos festivals et nos activités culturelles reflètent la richesse linguistique de la communauté. Venez investir chez nous; ça promet!

investir et vivre ici, ça promet!

Le Port de Belledune, pivot du développement de la région

Pierre Thérault

pierre.therault@transcontinental.ca

Le port de Belledune s'est fixé un objectif ambitieux : devenir le pivot du développement économique du Nord du Nouveau-Brunswick.

« Nous avons un rôle important à jouer pour attirer de nouvelles industries dans la région », dit **Georges Marcoux**, président directeur général de l'Administration portuaire de Belledune.

Pour ce faire, l'administration portuaire de Belledune s'est notamment portée acquéreur de 200 acres de terrain qu'elle offre aux entreprises intéressées à s'établir près de ses installations.

Entretemps, elle multiplie les efforts afin de favoriser la hausse du volume d'activité et du trafic. À cet égard, elle faisait, en juin 2003, l'acquisition des sept réservoirs de stockage de produits pétroliers de la compagnie **Shell**. Ces nouvelles installations lui procurent une capacité de stockage de vrac liquide de 43 M de litres.

Un nouveau service de traversier

Par ailleurs, les dirigeants prévoient lancer sous peu un service de traversier de remorques de camions entre Belledune et Corner Brook, à Terre-Neuve.

« Cette liaison permettra à l'industrie du camionnage d'épargner du temps et de l'argent », explique **Luc Forcier**, directeur des finances et de l'administration au port de Belledune. Actuellement, les ca-



Georges Marcoux : « Nous avons un rôle important à jouer pour attirer de nouvelles industries dans la région. »

mionneurs doivent passer par Sydney, en Nouvelle-Écosse.

Bon an mal an, le port de Belledune manutentionne quelque 2,3 M de tonnes de marchandises. Le vrac solide accapare la quasi-totalité du volume total manutentionné, alors que les cargaisons de charbon destinées à la centrale d'**Énergie Nouveau-Brunswick** représentent plus de la moitié de l'ensemble du trafic.

En 2003, le port a généré des revenus de 6 007 928 \$, comparativement à 5 956 570 l'année précédente. « Nos revenus ont été assez stables au cours des dernières années », note M. Forcier. L'exercice financier s'est terminé avec des profits de 524 000 \$, portant à 1,5 M\$ le surplus accumulé au cours des trois dernières années.

Le premier quai du port a été construit en 1968 pour desservir le complexe industriel de l'usine d'affinage de plomb de la société **Brunswick Mining**

and Smelting Corporation, devenue **Noranda** depuis et menacée de fermeture avec la fin de l'exploitation de la mine **Brunswick** à Bathurst.

La fonderie représente environ le quart du volume total manutentionné. D'où l'importance « de trouver d'autres sources de revenus advenant la fin des activités de la fonderie », dit M. Forcier.

Trente ans plus tard, **Énergie Nouveau-Brunswick** inaugurerait une centrale électrique d'une capacité de 450 mégawatts dans le parc industriel situé à proximité du port. Cette implantation entraînerait la construction d'un important terminal dédié spécifiquement à ses besoins d'alimentation en charbon.

Quelques mois plus tard, le port aménageait un troisième terminal doté d'équipement destiné aux cargaisons mixtes. Cette installation borde une aire d'entreposage de 6 500 m². ■

400 ANS PLUS TARD...

Un survol de l'histoire de l'Acadie

1604 Les Français passent un premier hiver dans l'île Sainte-Croix, à la frontière du Maine et du Nouveau-Brunswick.

1605 Fondation du premier établissement permanent, à Port-Royal dans la baie de Fundy.

1713 Par le *Traité d'Utrecht*, l'Acadie est cédée à l'Angleterre.

1719 Après avoir perdu sa colonie acadienne, la France entreprend la construction de la forteresse de Louisbourg dans l'île du Cap-Breton. En 1737, elle est devenue la troisième ville en importance dans les colonies françaises d'Amérique, après Québec et Montréal.

1755 Toutes ces années de batailles entre la France et l'Angleterre culminent avec la déportation. Jusqu'en 1763, des communautés acadiennes établies principalement dans la Nouvelle-Écosse péninsulaire. Cette époque dite du *Grand Dérangement* force hommes, femmes et enfants de descendance française à quitter leurs villages. La plupart d'entre eux sont envoyés vers les 13 colonies anglo-américaines ainsi que l'Angleterre et la France.

1763 Le *Traité de Paris* permet aux Acadiens de revenir sur les terres de la Nouvelle-Écosse qui, à l'époque, englobe aussi le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard.

1867 Le *Moniteur acadien*, premier journal de langue française au Canada Atlantique. Le journal *L'Évangéline* publie sa première édition en 1887 et fermera ses portes en 1982.

1903 Un groupe d'Acadiens émigrés en Nouvelle-Angleterre fonde, au Massachusetts, la Société mutuelle l'Assomption, pour améliorer les conditions socioéconomiques dans lesquelles vivent les communautés acadiennes. De nos jours, l'Assomption-Vie est un des principaux acteurs des services financiers.

1936 Fondation de la première caisse populaire acadienne, à Petit-Rocher.

1963 Fondation de l'Université de Moncton.

1981 Adoption de la Loi sur l'égalité des deux communautés linguistiques du Nouveau-Brunswick. ■ P.T.

Misez sur notre radio et laissez les Pinocchio piquer du nez.



Ceux qui disent que vous n'aurez jamais les moyens de vous faire entendre par l'ensemble du Québec vont devoir se raviser. Profitez de **L'Inventaire Réseau Simultané** pour transmettre vos messages à des millions de consommateurs sans que ça coûte les yeux de la tête. Optez pour les populaires réseaux radiophoniques Énergie et RockDétente, et soyez assurés que vos publicités seront diffusées pendant des heures de pointe.

La radio ça marche, ce n'est pas des mensonges.

Il suffit d'un seul appel : (514) 529-3223.

énergie

rockdétente

L'INVENTAIRE RÉSEAU SIMULTANÉ
Le forfait idéal pour propager vos vérités.

Une radio Astral Media

 **Astral Media**

Création de l'Institut de recherche sur les zones côtières

Il s'intéressera à l'aquaculture, aux produits marins et aux tourbières

Pierre Thérout

pierre.therout@transcontinental.ca

La récente création de l'**Institut de recherche sur les zones côtières**, au campus de Shippagan de l'**Université de Moncton**, suscite de grands espoirs dans la Péninsule acadienne.

Dédié aux secteurs économiques de l'aquaculture, des produits marins et de la tourbe, l'Institut entend se positionner comme un centre d'expertise qui rayonnera non seulement dans cette région du Nord-Est, mais aussi dans le reste de la province et ailleurs au pays.

« L'Institut est situé à Shippagan, mais il devrait étendre ses tentacules pour créer des partenariats à l'échelle nationale et même internationale », affirme **Armand Caron**, vice-recteur du campus de Shippagan de l'Université de Moncton.

Union des expertises

La création de l'Institut résulte du regroupement en une seule entité du **Centre de recherche et de développement de la tourbe**, mis sur pied il y a plus de 20 ans, ainsi que du **Centre de recherche et de développement des produits marins** et de l'unité de recherche en aquaculture de l'**Aquarium**, créés au début des années 90.

Le projet vise à amalgamer ces trois centres d'expertise

afin d'augmenter la capacité de recherche et d'innovation et de créer de nouvelles possibilités de développement économique dans ces secteurs.

« Bon nombre d'entreprises ne réalisent pas encore l'importance de la R-D. Nous voulons les inciter et les soutenir dans cette démarche », explique M. Caron.

L'Institut offrira des services scientifiques spécialisés à l'industrie et à la communauté d'affaires, comme des analyses en laboratoire pour le contrôle de la qualité, le transfert de technologie et le développement de nouveaux produits.

La création de l'Institut a nécessité des investissements de 5,5 M\$. Sa construction devrait être achevée d'ici la fin de l'année.

« La création de l'Institut est très importante pour la région », souligne **Roger Robichaud**, directeur exécutif de l'**Agence de développement économique communautaire Entreprise Péninsule**.

« Nous aimerions notamment que ses projets de recherche

puissent contribuer à la création de valeur ajoutée et à développer des entreprises de deuxième et troisième transformations », souhaite-t-il.

Le directeur de la recherche dans le secteur de la pêche et des produits marins, **Sylvain Poirier**, indique que son rôle est d'optimiser la valeur des produits tirés de la mer.

« Nous encourageons les pêcheurs à porter une attention particulière à la qualité des poissons pour que les résidus marins soient utilisés pour faire des produits autres que de la farine ou de l'huile. »

Cibler les produits à valeur ajoutée

À cet égard, l'Institut s'intéresse particulièrement aux produits à valeur ajoutée potentiels liés aux harengs. Le gouvernement du Canada lui a ainsi accordé un appui financier de 200 000 \$ qui servira entre autres à identifier et à promouvoir de meilleures pratiques de pêche, de manutention et de préservation du hareng.

Dans la foulée de la création de l'Institut, deux importants projets de recherche lui ont été octroyés par le **Fonds d'innovation de l'Atlantique (FIA)**, du gouvernement fédéral.

Le premier, qui porte sur l'omble chevalier, devrait à terme entraîner une nouvelle



Le gouvernement du Canada a accordé à l'Institut un appui de 200 000 \$ qui servira à identifier et à promouvoir de meilleures pratiques de pêche, de manutention et de préservation du hareng.

espèce commerciale pour l'industrie aquacole du Canada atlantique. Il a reçu une aide financière de près de 1,5 M\$ du FIA, à laquelle s'ajoutent des contributions de 377 000 \$ de partenaires privés et des dons évalués à 1,55 M\$.

Le deuxième projet vise le développement de nouvelles technologies et services commercialisables pour l'industrie de la conchyliculture. Encore

là, ce projet de recherche compte sur la contribution financière du FIA (1,3 M), de dons (1,26 M\$) et de partenaires privés et publics (374 000 \$).

L'Institut aura aussi une mission environnementale. Il s'intéressera notamment à l'impact environnemental des usines de transformation de produits marins ou à la restauration des sites de tourbières.

Le projet de la création de l'Institut, qui comprend la construction de nouvelles installations abritant les laboratoires et l'achat d'équipement

de recherche, a nécessité des investissements de 5,5 M\$. Sa construction devrait être achevée d'ici la fin de l'année.

Le gouvernement fédéral contribue pour plus de 3,5 M\$, par l'entremise notamment du **Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)**, tandis que le gouvernement provincial y injecte 1 M\$. L'Université de Moncton et la municipalité de Shippagan ont aussi apporté un soutien financier au projet. ■

L'aquaculture connaît une croissance rapide

L'aquaculture recèle un important potentiel de développement économique au Nouveau-Brunswick, en particulier pour les communautés côtières du Nord-Est qui ont souffert ces dernières années de la crise dans le secteur des pêches commerciales.

L'aquaculture est l'industrie primaire du Nouveau-Brunswick qui connaît la croissance la plus rapide ces dernières années, indique le ministère de l'**Agriculture, des Pêches et de l'Aquaculture**.

L'industrie aquacole du saumon, qui représentait seulement 1 M\$ annuellement au début des années 80, a généré des ventes totalisant quelque 200 M\$ en 2002.

Principalement située dans la baie de Fundy, la salmoniculture est constituée d'une quarantaine d'entreprises et de 97 sites qui produisent quelque 10 M de poissons par an.

Le Nouveau-Brunswick possède aussi une industrie aquacole du mollusque qui produit surtout des moules et des huîtres. Une cinquantaine de producteurs commerciaux oeuvrent principalement dans



L'industrie aquacole du saumon, qui représentait seulement 1 M\$ annuellement au début des années 80, a généré des ventes totalisant quelque 200 M\$ en 2002.

la péninsule acadienne. En 2002, les sites d'élevage de mollusques ont produit pour une valeur de 8 M\$.

Une nouvelle technologie de poches flottantes permet de cultiver les huîtres près de la surface de l'eau, pendant la période estivale.

« Les huîtres sont ainsi cultivées dans des conditions de croissance idéales puisqu'elles profitent davantage des eaux

chaudes et riches en nutriments », explique **Fabrice Pernet**, directeur scientifique du volet aquaculture de l'**Institut de recherche sur les zones côtières** au campus de Shippagan de l'Université de Moncton.

Par ailleurs, un projet de recherche est en cours afin de rétablir la population de coques. Cette étude pourrait éventuellement mener à l'ensemencement

ou à l'aquaculture de la mye, soit les larves de coques.

En 2003, l'**Agence de promotion économique du Canada atlantique** octroyait 2 M\$ pour appuyer l'industrie de l'aquaculture au Nouveau-Brunswick.

L'industrie des produits de la mer compte beaucoup dans l'économie du Nouveau-Brunswick. Les exportations provinciales de poissons et fruits de mer se sont élevées à 884 M\$ en 2002, 89 % étant expédiées aux États-Unis.

Les principales espèces capturées par les pêcheurs néo-brunswickois sont le homard qui, à lui seul, compte pour plus de 46 % de la valeur des débarquements, qui totalisaient près de 200 M\$ en 2002, suivi par le crabe avec plus de 34 %. Les autres espèces importantes sont le hareng (8 %), la crevette (4) et le pétoncle (1,5). L'industrie du concombre de mer, très prisée sur les marchés de Hong Kong, est en forte croissance.

La pêche donne du travail à plus de 7 000 pêcheurs, tandis que 7 000 autres personnes œuvrent dans une centaine d'usines de transformation. ■ P.T.

Les meilleures tourbières

Les tourbières du Nouveau-Brunswick recèlent une des meilleures tourbes de sphagnum du monde.

« La qualité de nos tourbières est reconnue jusqu'à l'étranger », dit **Jean-Yves Daigle**, directeur scientifique du volet des tourbières de l'**Institut de recherche sur les zones côtières** au campus de Shippagan de l'Université de Moncton.

C'est ce qui explique pourquoi le Nouveau-Brunswick est le plus important producteur canadien de tourbes horticoles et le troisième au monde. Avec seulement 1 % des tourbières canadiennes, la province produit environ 35 % de la tourbe exportée.

Le marché américain demeure le principal débouché pour les exportations de tourbe : en 2003, 7,7 M de ballots, sur une production totale de 11,7 M, y étaient exportés. Le Japon, qui absorbe 19 % des livraisons, continue de privilégier la tourbe du Nouveau-Brunswick, qui dessert environ 32 % du marché nippon. Quelque 3,5 M de ballots étaient écoulés sur le marché canadien.

En 2003, 22 entreprises participaient de diverses façons à la mise en valeur de cette ressource. La valeur de la production s'élevait à 95,1 M\$ et l'industrie procurait des emplois à près de 1 000 personnes.

Les sites d'exploitation sont concentrés au Nord-Est, dans la Péninsule acadienne. La tourbe produite est principalement utilisée en horticulture et en agriculture comme amendement de sol ou comme composant dans la préparation de milieux de culture.

On l'emploie aussi dans la production de champignons, de même que dans la fabrication de pots et de pastilles destinées à la germination des plantes. ■ P.T.

Le secteur immobilier est vigoureux

L'activité, qui a atteint des sommets depuis trois ans, gardera le rythme jusqu'en 2005

Pierre Thérault

pierre.therault@transcontinental.ca

Le Nouveau-Brunswick, à l'instar du Québec et du reste du Canada, n'a pas échappé au boom immobilier des dernières années.

Le degré d'activité, qui a atteint des sommets depuis trois ans, devrait se maintenir en 2004, puis ralentir l'an prochain, estime la **Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)**. En fait, le Nouveau-Brunswick devrait être la seule province atlantique à enregistrer une hausse des mises en chantier d'habitations en 2004.

« Les facteurs qui ont contribué à la vigueur du secteur sont toujours présents », dit **Benoît Champoux**, analyste principal de marché à la SCHL pour le Nouveau-Brunswick.

« Il est évident qu'on ne peut maintenir la même cadence. Le secteur restera encore très actif cette année, mais il devrait atteindre un plateau en 2005. » D'ailleurs, en 2005, la SCHL prévoit que la croissance ralentira dans le marché de la revente et que le nombre de mises en chantier diminuera.

Année exceptionnelle

La construction résidentielle a connu une année exceptionnelle en 2003, la meilleure depuis 1976, grâce à une hausse de 16,2 % des mises en chantier qui sont ainsi passées de 3 862, en 2002, à 4 489, en 2003. En

Dans la grande région de Fredericton, les mises en chantier

ont bondi de 50 %, de 548 qu'elles étaient en 2002, à 822, en 2003.

2004, la SCHL prévoit la construction de 4 625 logements.

Tant les grands centres urbains (+ 13,5 %) que les régions rurales (+ 22,2 %) ont, dans l'ensemble, contribué à ces résultats.

Dans la grande région de Fredericton, les mises en chantier ont bondi de 50 %, de 548 logements, en 2002, à 822, en 2003.

Cette hausse s'est principalement reflétée dans la construction de logements collectifs, qui sont passés de 129 à 327, soit une croissance de 153 %.

L'augmentation a été tout aussi marquée du côté de Saint-Jean, avec une hausse de 46,1 %, soit de 397 à 580 logements, entre 2002 et 2003.

Seule la région de Moncton a connu une baisse (- 7,4 %),



« Les facteurs qui ont contribué à la vigueur du secteur sont toujours présents », dit **Benoît Champoux**, analyste principal de marché à la SCHL pour le Nouveau-Brunswick.

volume des ventes d'habitations inscrites au système inter-agences (SIA ou MLS) a considérablement augmenté, pour atteindre des sommets ces dernières années.

En 2003, les ventes de maisons existantes ont connu une hausse de 7,9 %, pour atteindre un nombre record de 5 489 comparativement à 5 089 en 2002. Conséquemment, les prix moyens sont passés de 100 129 \$ à 105 809 \$.

Cette année, les ventes et les prix devraient à nouveau battre les records enregistrés dans les trois principales régions urbaines, estime la SCHL.

Dans les grandes régions de Moncton (104 577 \$), de Saint-Jean (106 473 \$) et de Fredericton (115 229 \$), les prix moyens des maisons déjà

bâties devraient croître respectivement de 4,2, 3,3 et 4,1 %.

Le prix moyen des maisons neuves est de 150 178 \$ à Moncton, de 164 870 \$ à Fredericton et à 177 785 \$ à Saint-Jean.

« Malgré la hausse des dernières années, les maisons se vendent encore à des prix assez abordables, ce qui contribue à maintenir la vigueur du marché », note M. Champoux.

C'est le relèvement graduel des taux hypothécaires, déjà amorcé, qui freinera éventuellement l'ardeur du secteur immobilier. De même que le coût des matériaux de construction, qui, souligne M. Champoux, a connu une hausse variant de 20 à 30 % depuis un an. S'ajoute à ces frais la hausse importante du prix des terrains. ■

Le marché de l'habitation au Nouveau-Brunswick



	2002	2003	Variation (%)
Mises en chantier	3 862	4 489	16,2
- maisons individuelles	2 769	3 139	13,4
- logements collectifs	1 093	1 350	23,5
Ventes MLS	5 089	5 489	7,9
Prix moyen (MLS)	100 129 \$	105 809 \$	7,3

SOURCE : SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT
TABLEAU : LES AFFAIRES PHOTO : JEAN-GUY PARADIS

un élan pour
atteindre ses rêves.

Investir dans l'économie
la plus dynamique
du Canada atlantique
vous assure un...

Succès évident.

**GREATER • GRAND
MONCTON**
Success happens. Succès évident.
DIEPPE MONCTON RIVERVIEW

Pour savoir comment réunir vos chances
de succès évident, veuillez communiquer avec le
PARTENARIAT STRATÉGIQUE DU GRAND MONCTON
910, rue Main, pièce 101
Moncton (Nouveau-Brunswick) CANADA E1C 1G6
1-888-577-0000 • www.greatermmoncton.org •
info@greatermmoncton.org

Migration intraprovinciale

Selon la SCHL, les mises en chantier à Fredericton (875) et à Saint-Jean (640) devraient encore s'accroître en 2004, bien que plus faiblement, et même fléchir légèrement à Moncton (1 420).

« La bonne performance de l'économie et la migration intraprovinciale comptent parmi les facteurs qui contribuent à la vigueur de la construction résidentielle dans ces grands centres urbains », enchaîne M. Champoux.

La croissance attendue de l'emploi et la faiblesse relative des niveaux de chômage, à Fredericton et à Moncton en particulier, forcent les employeurs à recruter hors de leurs régions respectives, constate M. Champoux.

Ainsi, la demande pour les logements existants principalement, continue d'être alimentée par les travailleurs qui migrent dans les grandes villes.

De 1997 à 2002, près de 4 000 Néo-Brunswickois ont déménagé dans la région de Moncton, la plupart pour y trouver du travail. La majorité d'entre eux provenaient du Nord-Est de la province, où le taux de chômage avoisinait les 20 %. Ils se sont principalement installés dans le secteur plus francophone, Dieppe, qui a vu sa population croître de 20 % pendant cette période.

Prix moyen de 105 809 \$

Le marché de la revente a aussi été très actif. Encore là, le

Moncton prévoit créer 7 000 emplois d'ici 2009

Pierre Thérault

pierre.therault@transcontinental.ca

La région du Grand Moncton a connu une importante croissance économique au cours des 10 à 15 dernières années.

Elle entend bien continuer sur sa lancée : de 2004 à 2009, elle prévoit créer 7 000 emplois. Et elle ne misera pas seulement sur les centres d'appel.

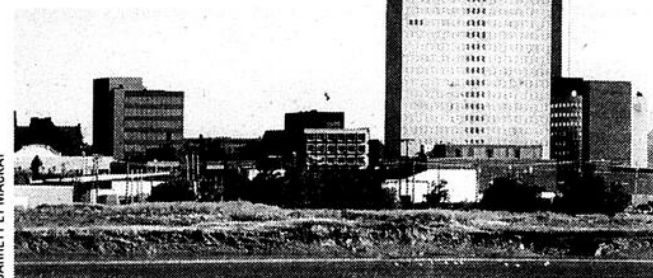
« Notre économie s'est diversifiée et, contrairement à la croyance populaire, elle ne dépend pas uniquement de l'implantation de centres d'appel. Le secteur manufacturier s'est aussi grandement développé », affirme **Germaine Cormier**, adjointe de direction à l'**Agence de développement économique communautaire Entreprise Grand Moncton**.

À la suite de la fermeture des ateliers du CN à la fin des années 80, entre autres événements, la région a entrepris un important repositionnement économique.

Depuis 1990, plus de 13 000 emplois ont été créés pour atteindre le nombre de 64 583 en 2003. La majorité de ces emplois ont été créés au cours des cinq dernières années. En

2003, la région affichait un taux de chômage de 4,5 %.

Bien sûr, l'implantation de centres de service à la clientèle a compté pour beaucoup, mais le secteur manufacturier a aussi grandement contribué, comme en témoigne le développement de ces deux parcs industriels, notamment le *Parc Caledonia* récemment agrandi. En 2003, ce secteur d'activité a connu la



La région de Moncton prévoit créer des milliers emplois de 2004 à 2009 et elle ne misera pas seulement sur les centres d'appel.

plus forte croissance (23,2 %) au chapitre de la création d'emplois, passés de 4 875 à 6 008.

La forte augmentation de l'emploi, qui a attiré de la main-d'œuvre d'autres régions du Nouveau-Brunswick, a aussi grandement stimulé la croissance du secteur de l'habitation. Le nombre de constructions neuves en 2002 (1 550) et 2003 (1 435) représente les meilleurs résultats en 30 ans et demeure grandement supérieur à la moyenne des 14 dernières années, soit 835 logements, indique la **Société canadienne d'hypothèques et de logement**.

Attirer la main-d'œuvre

Pour atteindre ses objectifs, « la région devra non seulement favoriser le développement des entreprises existantes, mais aussi continuer de diversifier ses activités économiques », enchaîne **M^{me} Cormier**.

Les industries liées aux secteurs des technologies de l'information, des sciences de la vie, des transports et distribution et de l'aérospatiale sont notamment visées.

Le *Parc industriel de Dieppe*, en partenariat avec l'**Aéroport international du Grand Moncton** et la Ville de Dieppe, travaille activement à implanter un pôle d'aérospatiale. Le secteur de la réparation et de la révision d'aéronefs est particulièrement visé.

Ces organisations faisaient partie d'une délégation d'une vingtaine d'entreprises et associations de la région de l'Atlantique, pilotée par l'**Agence de promotion économique du Canada atlantique**, qui ont participé en juillet au *Salon de l'aéronautique de Farnborough*, en Angleterre.

Pour maintenir le rythme de croissance et conserver le même faible taux de chômage, la région devra continuer d'accroître sa population suffisamment pour disposer d'un bassin de main-d'œuvre suffisant.

De 1997 à 2002, près de 4 000 Néo-Brunswickois ont déménagé dans la grande région de Moncton, la plupart pour y trouver du travail. Ils provenaient surtout du Nord-Est de la province, où le taux de chômage avoisinait les 20 %.

Autre défi : créer des emplois à valeur ajoutée. De 1991 à 2001, la région a connu une baisse du salaire familial moyen. ■

Augmenter notre réseautage et notre compétitivité, développer des marchés ici et ailleurs et affirmer l'excellence de nos produits sont des objectifs qui animent de plus en plus les entrepreneurs francophones de partout au Canada.

C'est dans cette perspective que le gouvernement du Québec est fier de s'associer à la tenue, à Edmundston au printemps 2005, de *Rendez-vous Acadie-Québec*, le premier forum qui portera sur le développement économique et l'entrepreneuriat des deux collectivités.

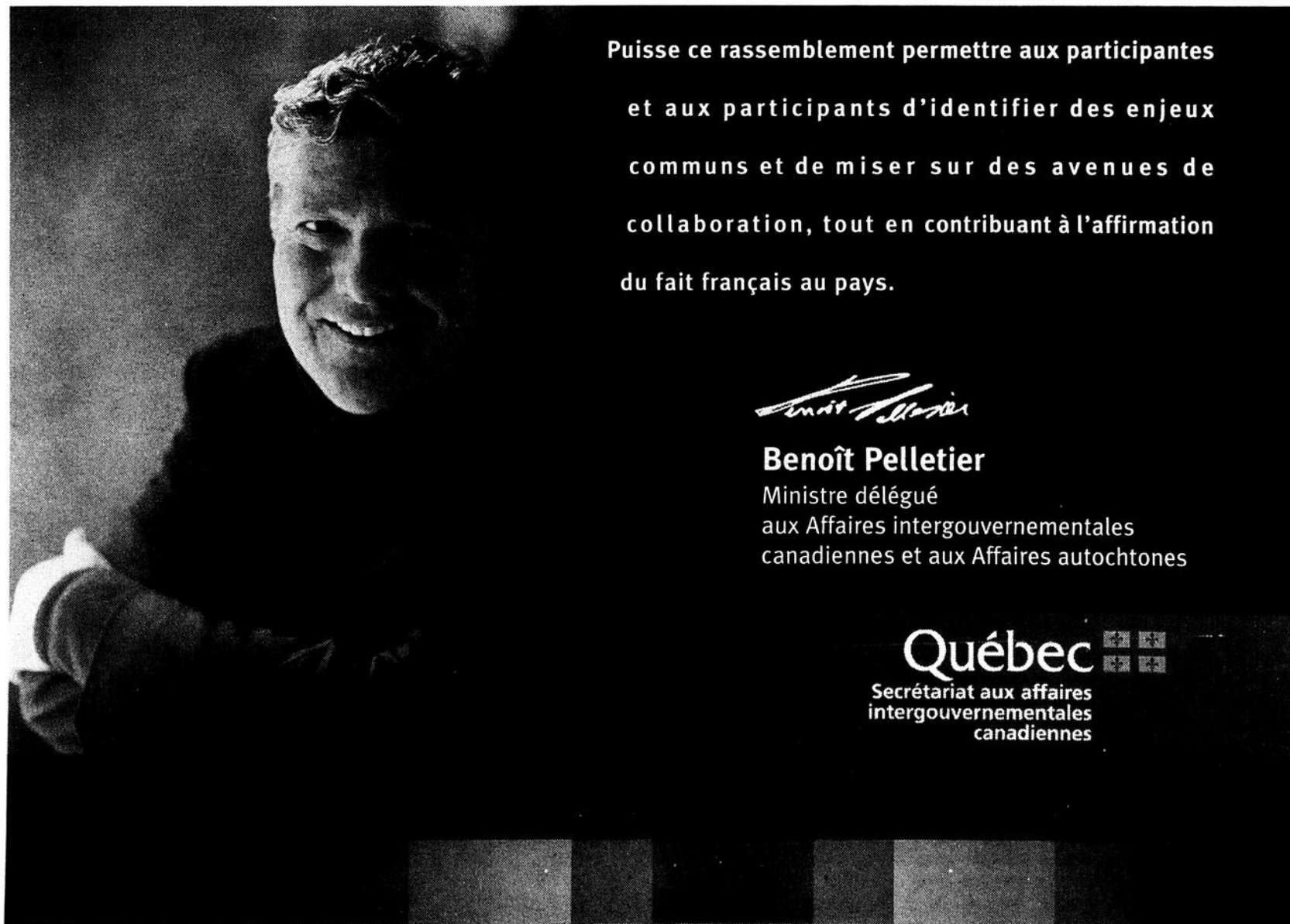
La mondialisation et le libre-échange à l'échelle des Amériques interpellent notre capacité et notre volonté de faire des affaires en français.

Puisse ce rassemblement permettre aux participantes et aux participants d'identifier des enjeux communs et de miser sur des avenues de collaboration, tout en contribuant à l'affirmation du fait français au pays.

Benoît Pelletier

Ministre délégué
aux Affaires intergouvernementales
canadiennes et aux Affaires autochtones

Québec
Secrétariat aux affaires
intergouvernementales
canadiennes



Spielo a tous les atouts en main pour faire sauter la banque

Elle est fermement décidée à profiter de sa récente association avec l'américaine GTECH, un acteur d'envergure mondiale

Pierre Thérault

pierre.therault@transcontinental.ca

Spielo, un fournisseur d'appareils de loterie vidéo et de produits et services connexes pour l'industrie du jeu, estime avoir tous les atouts en main pour poursuivre sa croissance.

D'abord, l'entreprise de Moncton dit oeuvrer dans un secteur qui devrait connaître un essor important au cours des prochaines années. Puis, déjà présente dans les marchés nord-américain et européen, elle profitera de sa récente association avec **GTECH**, un acteur d'envergure mondiale dans ce secteur d'activité.

« Nous sommes en bonne position pour entreprendre de nouvelles affaires », affirme **Louis M. Godbout**, directeur principal de projets chez Spielo.

Cet optimisme s'explique par les perspectives de développement de ses clients actuels, notamment **La Société des casinos du Québec**, qui poursuit le renouvellement de son parc d'appareils de jeu pour les casinos. En 2002, **Loto-Québec** avait octroyé un contrat de plus de 60 M\$ à Spielo pour la livraison de plus de 6 000 appareils.

L'entreprise est aussi très active à l'extérieur du pays. L'an dernier, elle a été l'un des quatre fournisseurs de machines de loterie vidéo choisis par l'État de New York pour instal-

ler le quart de l'ensemble des appareils, soit 3 400, dans huit hippodromes.

Ses appareils sont aussi vendus dans d'autres États, notamment la Californie, l'Oregon et la Virginie.

Spielo détient environ 14 % du marché des appareils de loterie vidéo en Amérique du Nord et près de 60 % en Suède. Elle est aussi présente en Hollande et en Belgique.

Un actionnaire américain

Spielo mise beaucoup sur sa récente association avec **GTECH**. En avril dernier, l'entreprise de Moncton passait dans le giron de ce holding américain, qui compte 5 500 employés répartis dans plus de 50 pays.

Spécialisée dans les technologies de l'information destinées surtout à l'industrie de la loterie, cette société du Rhode Island a déboursé 150 M\$ US pour acquérir cette nouvelle filiale. Elle gardera les activités de fabrication au Canada.

« L'acquisition de Spielo procurera à GTECH l'accès à de nouveaux marchés et les ressources dont elle a besoin pour améliorer sa situation concurrentielle », avait commenté le chef de la direction et fondateur de Spielo, **Jon Manship**, lors de l'annonce de cette transaction. Il s'est dit



Gaston Dubé et Louis Godbout devant les appareils de loterie vidéo de Spielo qui sont vendus en Suède, en Hollande et en Belgique.

certain que cette acquisition assurerait l'avenir de l'entreprise et celui des employés ici, au pays.

GTECH s'attendait à ce que la contribution de Spielo au produit d'exploitation pour les 12 premiers mois suivant l'acquisition soit de 90 à 100 M\$ US. Cette société internationale, cotée à la **Bourse de New York**, affiche un produit d'exploitation de 1 milliard de dollars (G\$ US).

Usine en Gaspésie
Fruit d'un essaimage de l'Uni-

versité de Moncton, Spielo, qui emploie environ 450 personnes au total, a vu le jour en 1990 pour profiter du potentiel de développement de l'industrie des appareils de loterie vidéo. « Le marché était très promet-

teur, compte tenu de la probabilité que certaines provinces canadiennes légifèrent pour autoriser les loteries vidéo sur leur territoire », explique M. Godbout.

En 1992, la jeune entreprise

se voit accorder un premier contrat d'importance pour fournir 4 500 appareils à la **Société des loteries de l'Atlantique**.

En 1994-1995, c'est **Loto-Québec** qui en achète 6 000. Pour répondre aux besoins de la société d'État, Spielo a créé une division québécoise, à Sainte-Anne-des-Monts, en Gaspésie.

« La fabrication des appareils est effectuée au Québec, tandis que la conception des jeux et des logiciels se fait au siège social de Moncton », souligne **Gaston Dubé**, directeur de l'usine gaspésienne, qui a vu les employés passer de 20 à 125 depuis sa création.

L'entreprise, logée dans une ancienne usine de transformation de poisson, « est un bel exemple de projet de diversification de l'économie en Gaspésie », souligne le directeur.

Au cours des dernières années, Spielo s'est classée à quelques reprises parmi les lauréates du **Concours des 50 sociétés privées les mieux gérées au Canada** dans le cadre du concours de **Samson Belair Deloitte & Touche**. ■

La patate est dans l'sac !

L'industrie de la pomme de terre est un secteur clé de l'économie du Nouveau-Brunswick.

La production et la transformation de ce tubercule contribuent pour près de 660 M\$ au produit intérieur brut. Ces activités emploient quelque 5 600 personnes. À elle seule, la production compte pour plus de 25 % des recettes agricoles de la province. Le légume est expédié dans une trentaine de pays.

Le Nouveau-Brunswick cultive quelque 58 500 acres de pommes de terre, comparativement à 105 000 pour l'Île-du-Prince-Édouard qui mène le peloton avec près du tiers de la production au pays. Plus de la moitié est consacrée à la pomme de terre de transformation, 25 % sert à la consommation et 19 % est utilisé pour la semence.

Un géant à Florenceville

C'est à Florenceville que se trouve le siège international de **McCain Foods**. Le premier producteur mondial de frites congelées, qui compte 55 usines dans 13 pays et emploie plus de 20 000 personnes, a



Les pommes de terre cultivées au Nouveau-Brunswick sont expédiées dans une trentaine de pays.

réalisé des ventes de 6,4 milliards de dollars au cours de l'exercice financier 2003. Pour ses besoins, la société engage à contrat des dizaines de producteurs de pommes de terre.

En juin, l'entreprise annonçait des investissements de 43,3 M\$ pour l'implantation d'une usine en Chine, où elle avait mis pied en 1996, avec l'ouverture d'un bureau de vente.

D'autres entreprises de transformation de la pomme de terre se sont implantées au

Nouveau-Brunswick, notamment **Humpty Dumpty** et **Cavendish Farms**, une filiale du géant de la famille **Irving**.

McCain y a établi son **Centre de développement de technologies de la pomme de terre**, tandis que le **Centre de recherche pour la pomme de terre** du gouvernement fédéral y est aussi situé, de même qu'un **Centre de développement de la pomme de terre** créé par le gouvernement provincial et l'industrie privée. ■ P.T.

Bienvenue au Colloque Acadie-Québec
sur le développement économique et l'entrepreneuriat.
Nous vous attendons au printemps 2005!

Ville d'Edmundston
506-739-4636
www.edmundston.ca/investir
Entreprise Madawaska
506-735-4769

Entreprise Madawaska
Agence de développement économique communautaire

Ville d'Edmundston

Une région en mouvement

Productions Ray Inc.

VOUS CHERCHEZ À AUGMENTER VOS RÉSULTATS?

Le Nouveau-Brunswick est à la recherche de
compagnies de différents secteurs intéressés à
investir leur expertise et leurs capitaux.



POURQUOI CHOISIR LE NOUVEAU-BRUNSWICK?

1. l'impôt sur le revenu des petites entreprises le plus bas du Canada et le seuil d'imposition le plus élevé;
2. une main-d'oeuvre, des terrains et des bâtiments à coût avantageux;
3. le coût des avantages sociaux fixé à 16 % et pas de taxe salariale;
4. un crédit d'impôt provincial entièrement remboursable de 15 % pour la R-D, et un fonds d'investissement de la Fondation de l'innovation;
5. un excellent système d'éducation postsecondaire : 5 universités et 11 collèges, et une population active bilingue et stable;
6. une excellente infrastructure de communications et de transport avec des ports de mer ouverts à l'année;
7. un gouvernement dynamique et proentreprises avec des incitatifs sur mesure, un engagement envers la formation, et des services rapides et confidentiels.

VOUS VOULEZ PRENDRE DE L'ESSOR? SONGER AU NOUVEAU-BRUNSWICK

Pour votre analyse gratuite de comparaison d'emplacements :

Albert Girard
1 506 444-4898
albert.girard@gnb.ca
www.Nouveau-Brunswick.ca

New  Nouveau
Brunswick
C A N A D A